

DIX ANNÉES DE LUTTE CONTRE LE POUVOIR GAULLISTE, POUR UNE ISSUE DÉMOCRATIQUE

*Article paru dans les Cahiers du Communisme n° 5,
avril 1968*

Le 13 mai 1958, le coup de force d'Alger engageait le « processus » du retour du général De Gaulle au pouvoir.

Dix ans après, alors que la situation en France s'est profondément modifiée, il n'est sans doute pas superflu de revenir sur quelques enseignements de cette expérience dramatique vécue par notre peuple.

Pourquoi le 13 mai fut-il possible ?

Plusieurs réponses sont possibles à cette question. Par exemple, celle assez simpliste, mais que d'aucuns persistent à donner encore aujourd'hui et selon laquelle la IV^e République succomba alors à un excès de démocratie, générateur de désordre politique et d'instabilité.

Ce n'est évidemment pas une bonne explication.

Comme notre Parti l'exposa dès ce moment, le changement de régime fut provoqué par la volonté du grand capitalisme français de renforcer sa domination directe sur l'appareil d'Etat

afin d'atteindre plus facilement ses objectifs politiques et économiques en France et dans le monde.

Les beaux esprits de la bourgeoisie n'aiment pas qu'on leur rappelle cette vérité. N'est-ce pas ainsi porter l'accent sur le défaut congénital de la liberté politique, dans le cadre bourgeois toujours débile et précaire, constamment menacée par les tendances réactionnaires du grand capital ?

Ne perdons pas de vue qu'en 1956 la grande bourgeoisie française redouta un tournant politique à gauche.

Les élections législatives de janvier 1956 avaient dégagé une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Le groupe parlementaire de notre Parti était redevenu le plus nombreux.

Après des années de divisions et de déchirements un rapprochement s'esquissait entre les partis démocratiques qui suscita de grandes espérances dans le pays. Notre Parti fit tout ce qui était en son pouvoir, jusqu'à l'extrême limite, pour sauvegarder cette possibilité de changement de politique.

Mais plutôt que d'admettre un changement de politique à son détriment, la grande bourgeoisie prépara un changement de régime à son profit.

Elle profita des erreurs tragiques des gouvernants de l'époque qui, au lieu de mettre fin à la guerre d'Algérie, comme ils l'avaient promis au corps électoral, la poursuivirent et l'aggravèrent.

Les propagandistes du grand capital s'acharnèrent à discréditer les institutions parlementaires, à populariser l'idée d'un pouvoir fort, à avancer la candidature de De Gaulle à la direction des affaires du pays.

Les hommes de la réaction ne reculèrent pas devant les complots et les conspirations destinés à ébranler les institutions.

L'aggravation de la guerre colonialiste en Algérie, en imprimant un élan nouveau aux courants chauvins, racistes dans les populations européennes d'Algérie et en France même, multiplia les occasions de désordre que guettaient les groupes fascistes et l'état-major de De Gaulle.

Les gouvernements, incapables de se résoudre à mettre fin à la guerre, tombaient les uns après les autres.

Le 13 mai, le jour où Pflimlin présentait une nouvelle équipe à qui l'on prêtait l'intention de rechercher une solution pacifique au conflit, éclata à Alger l'émeute fasciste appuyée par des chefs militaires tels que Salan et Massu.

Les lieutenants du général De Gaulle, Chaban-Delmas, Neuwirth, Soustelle et d'autres, canalisèrent au profit de De Gaulle le soulèvement des ultra-colonialistes d'Alger.

Il aurait suffi que les gouvernants de Paris fissent preuve de quelque énergie et fassent appel aux masses populaires, comme le demandait notre Parti, pour que toute la conjuration gaulliste s'effondrât.

Mais il n'en fut pas ainsi. Le gouvernement Pflimlin s'avéra incapable de mener la moindre action contre les factieux. Ces derniers s'enhardirent, ils s'emparèrent d'Ajaccio et de la Corse et menacèrent de porter la guerre civile en France continentale.

Seul notre Parti, auquel se joignirent quelques personnalités isolées, résista à ces pressions, à ce chantage et organisa la riposte des masses populaires.

De puissantes manifestations populaires eurent lieu à Paris et en province et le Parti prit les mesures concrètes pour faire face, par tous les moyens possibles, à de nouveaux coups de force.

De Gaulle, qui dès le 15 mai avait manifesté sa volonté de profiter du coup d'Alger en proclamant qu'il « était prêt à assumer les pouvoirs de la République », usa tout à la fois des menaces et des manœuvres politiques pour atteindre son objectif. Il se posa en sauveur du pays, seul capable de lui éviter les déchirements et la guerre civile, en même temps qu'il prenait des contacts avec les membres du gouvernement en place.

Il conduisit les gouvernants d'alors, ainsi que les leaders des formations non-communistes, à accepter le changement de régime voulu par la grande bourgeoisie française. L'investiture du Général par une majorité de l'Assemblée nationale

le 1^{er} juin 1958, la présence de dirigeants de tous les partis politiques, sauf le nôtre, au sein du ministère constitué par De Gaulle, ne purent cependant masquer qu'il ne s'agissait pas d'un changement ordinaire de gouvernement, mais bien d'un bouleversement du système politique imposé par la violence et le chantage.

L'Assemblée fut d'ailleurs aussitôt renvoyée et une nouvelle Constitution élaborée et soumise au referendum le 28 septembre 1958.

Alors que notre Parti et quelques personnalités appelaient le peuple à la rejeter, les autres formations politiques firent campagne en faveur de la Constitution imposée par De Gaulle. La préparation du referendum donna lieu à de nouvelles manœuvres de chantage sur le thème : si la Constitution est rejetée, le pays n'évitera pas la guerre civile.

De plus, De Gaulle et ses soutiens spéculèrent sur le désir de changement qui animait beaucoup de Français après la déception qui suivit l'espoir de 1956.

C'est dans ces conditions que le projet fut ratifié par près de 80 % des votants. Les institutions au service du grand capital se trouvèrent ainsi légitimées.

Notre Parti enregistra le fait, mais il maintint sa position de fond à l'égard d'une Constitution élaborée et adoptée dans de telles conditions, bien qu'il n'ait jamais fait de son abrogation une condition de l'unité nécessaire de tous les partisans de la démocratie.

Sur la voie de l'unité des forces démocratiques

Les communistes ne dissimulèrent pas la gravité du coup qui fut ainsi porté aux forces de progrès dans notre pays.

La division de la classe ouvrière et des partis démocratiques, du fait principalement de l'anticommunisme qui, durant des années, fut la règle de conduite des dirigeants du Parti socia-

liste et des autres formations de la gauche non-communiste, n'avait pas permis de rassembler les forces suffisantes pour empêcher le mauvais coup contre la démocratie.

Cependant, il est nécessaire de souligner que les luttes organisées par les communistes et tous les éléments démocratiques conséquents empêchèrent en 1958 le grand capital d'atteindre tous ses objectifs, de liquider l'ensemble des libertés politiques et syndicales, de détruire les organisations de la classe ouvrière et notre Parti en premier lieu.

Le referendum et les élections législatives qui suivirent avaient montré qu'une grande masse de Françaises et de Français, y compris une frange importante de ceux qui votaient auparavant pour notre Parti, avaient été abusés par la démagogie nationale et sociale du gaullisme.

Notre Parti ne succomba pas alors à la tentation du repli sur soi, du sectarisme. Il appela les communistes à s'interdire des réactions sectaires envers les travailleurs qui avaient voté « Oui », à se lier au contraire plus encore aux masses, y compris aux éléments qui étaient momentanément trompés. Il les invita à prendre la tête des luttes pour défendre pied à pied les revendications quotidiennes des travailleurs, les libertés qui subsistaient, à animer les actions pour la paix en Algérie, pour la reconnaissance des justes aspirations à l'indépendance de son peuple.

Il fallait aider le peuple à perdre ses illusions, à le convaincre que De Gaulle n'était pas le défenseur de tout le peuple, mais avant tout le représentant de la haute banque et de la grande industrie.

Le Parti ne se laissa pas impressionner par le bloc de forces politiques, à l'exception du Parti communiste, que De Gaulle avait constitué autour de sa personne et de sa Constitution. Ce bloc devait éclater inévitablement, car il était composé d'éléments hétéroclites aux intérêts contradictoires. Et puisque la faiblesse du mouvement populaire avant comme après le 13 mai provenait de sa division, le problème était de travailler à la liquidation de cette division.

Mais l'unité ne pouvait progresser qu'en relation avec les luttes concrètes du peuple.

Aussi notre Parti se donna-t-il pour tâche de contribuer à multiplier les actions populaires dans les domaines économique, culturel, politique en les faisant converger vers un but unique : la lutte contre le pouvoir personnel, en vue de l'affaiblir, de l'ébranler et d'en débarrasser le pays au profit d'un régime démocratique nouveau, qui ne présenterait ni les tares du système gaulliste ni les graves défauts des gouvernements d'avant le 13 mai.

Les attaques que le pouvoir gaulliste dirigea contre les conditions de vie des travailleurs firent tomber assez vite son masque de démagogie sociale et contribuèrent à convaincre une grande partie de ceux qui avaient été trompés que les communistes disaient vrai en affirmant que le nouveau régime sacrifierait, au profit des privilégiés de la fortune, les intérêts des masses laborieuses.

Comme le Parti l'avait prévu, la coalition des forces qui, à l'origine, soutenaient De Gaulle se fissa rapidement.

Le mécontentement des masses s'accroissant, dès le début de 1959 les dirigeants socialistes, puis les radicaux quittèrent le gouvernement gaulliste.

De leur côté, les forces ultracoloniales se séparaient de De Gaulle qui recherchait une solution sauvegardant l'essentiel des positions du capital monopoliste français en Algérie et dans toute l'Afrique. Des tentatives de putschs fascistes auxquelles ne furent pas étrangers les services secrets américains eurent lieu en Algérie en 1960 et 1961.

Dans cette situation politique complexe, le Parti communiste invita les masses à faire échec aux tentatives fascistes, tout en continuant à lutter contre le pouvoir gaulliste qui, par sa nature de classe, ses origines impures et ses pratiques, portait une lourde part de responsabilité dans les rébellions des éléments les plus militaristes et les plus colonialistes.

Nous eûmes totalement raison de sauvegarder ainsi l'indépendance d'action de notre Parti dans ces circonstances complexes et de souligner que la défaite des éléments fascistes

comme la solution juste du problème algérien passaient par une pression accrue des masses sur le pouvoir gaulliste.

Ainsi fut évitée toute compromission avec le pouvoir issu du 13 mai et sauvegardée la possibilité de rassembler les forces démocratiques en France, une fois l'O.A.S. et les autres groupes terroristes fascistes liquidés avec la fin de la guerre d'Algérie qui était leur terre nourricière.

Dans la préparation des élections législatives de novembre 1962, notre Parti conclut que la situation en France était favorable à un pas en avant important dans la réalisation de l'unité d'action des forces politiques de gauche. Les conditions ne permettaient cependant pas d'envisager dès ce moment des contacts directs entre les différents partis en vue de la conclusion d'un accord politique.

Rejetant tout formalisme, le Parti communiste trouva une issue à la situation en lançant le mot d'ordre : « Marcher côte à côte et frapper ensemble ». Cela ne signifiait rien d'autre que l'appel aux autres formations, même en l'absence d'un accord formel, à lutter parallèlement et à se rassembler pour battre aux élections le plus possible de représentants de la réaction gaulliste ou non-gaulliste.

Cette tactique fut payante. Elle fit échouer les tentatives de réaliser un bloc de troisième force par l'alliance du Parti socialiste et d'une partie de la réaction, rapprocha communistes et socialistes et permit au second tour l'élection d'un plus grand nombre de députés de gauche, tant communistes que socialistes ou radicaux.

Ce qui fut sans doute plus important encore, c'est que ces élections montrèrent que l'unité de toute la gauche, communistes compris, était non seulement possible, mais qu'elle était efficace et approuvée par les masses influencées par les différents partis démocratiques.

Une tendance irréversible au rapprochement, à la collaboration, à la confiance entre toutes les forces de la gauche française se trouva ainsi créée.

Cette orientation audacieuse du Parti ouvrait la voie à la réalisation d'une unité d'action des formations démocratiques.

Cependant, les adversaires de l'unité sans exclusive dans les directions des partis de la gauche non-communiste se mirent à rechercher fébrilement une solution de remplacement susceptible de barrer la route aux progrès de l'union.

Ils lancèrent alors une campagne en vue de créer une formation politique nouvelle, une « grande fédération » qui aurait rassemblé le Parti socialiste, le Parti radical et des partis réactionnaires comme le M.R.P. Ils entendaient faire croire que seule la création d'une telle formation pourrait offrir une solution de remplacement au pouvoir gaulliste, en s'assurant une majorité dans le pays. Ils n'excluaient, disaient-ils, que les « extrêmes » qu'étaient à leurs yeux le Parti communiste d'un côté et l'U.N.R. de l'autre.

Au fond, toute la manœuvre visait à maintenir notre Parti dans l'isolement politique.

Au cours d'une grande campagne politique menée dans tout le pays, notre Parti éclaira le sens profond de cette manœuvre. Il montra que la « grande fédération » ne serait rien d'autre que la reconstitution sous une forme nouvelle de la fameuse « troisième force » anticommuniste, dont la politique de division affaiblit entre 1947 et 1958 les forces démocratiques, discrédita le régime parlementaire et fit le jeu du gaullisme. Au surplus, l'addition des forces de la gauche non-communiste et d'une partie de la réaction ne pouvait constituer une majorité dans le pays, ce qui revenait à assurer un long avenir au pouvoir personnel.

La seule façon de créer une force capable de devenir majoritaire et d'être une alternative valable au système de pouvoir personnel était de rassembler la gauche, toute la gauche, en y incluant le Parti communiste.

A nos yeux, le ciment d'une telle union de la gauche devait être le programme commun de gouvernement qui avancerait des solutions à tous les problèmes se posant au pays et au peuple. Par son programme constructif, la gauche unie enlèverait l'un des arguments favoris de la propagande gaulliste.

Cette vigoureuse campagne a contribué à faire se lever au sein du Parti socialiste des forces importantes opposées à

l'entreprise de la « grande fédération » dont la création signifiait l'alliance avec la droite réactionnaire.

Ainsi échoua cette nouvelle tentative d'arrêter la marche en avant de l'unité de la gauche, d'autant plus dangereuse qu'elle avait trouvé des soutiens en son sein.

Le Parti socialiste, le Parti radical et la Convention des institutions républicaines se réunirent en 1965 en une Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Pour la première fois depuis 1947, notre Parti noua des contacts politiques directs et publics avec les dirigeants des partis de gauche non communistes groupés dans cette fédération.

Un accord de fait fut réalisé pour présenter un candidat commun à toute la gauche dès le premier tour des élections présidentielles de décembre 1965. On sait que cette candidature aboutit à mettre le général De Gaulle en ballottage au premier tour, tandis qu'au deuxième le candidat unique de la gauche atteignait 45 % des suffrages.

Ainsi De Gaulle, qui avait fait instituer l'élection du président au suffrage universel avec l'intention de se faire plébisciter, fut à deux doigts de se faire battre.

Une double démonstration fut faite en cette circonstance : d'une part, le pouvoir gaulliste s'était considérablement affaibli et, d'autre part, la solution offerte par la gauche unie apparaissait à une grande partie de la Nation comme la seule réaliste et valable.

L'unité d'action des forces de gauche trouva de nouveaux développements dans l'année qui suivit l'élection présidentielle.

Le 20 décembre 1966, un accord était conclu entre le Parti communiste français et la Fédération de la gauche.

Sur le plan de la défense des libertés démocratiques, des problèmes économiques et sociaux et de la politique internationale, il précisait toute une série de points d'accord entre les deux formations et, sur cette base, réglait les conditions de leur tactique commune aux élections législatives de mars 1967.

Cet accord eut une large influence sur le résultat des

élections, car il démontrait que, contrairement aux assertions de la propagande gaulliste, la gauche pouvait parfaitement se mettre d'accord sur une politique intérieure et extérieure, même si sur une série de problèmes il subsistait encore des divergences de vues entre les deux partis.

Les élections montrèrent une fois encore : le déclin de l'influence gaulliste, l'impuissance de la réaction « centriste » et les progrès de la gauche unie puisque le Parti communiste gagna un million de voix et plusieurs dizaines de sièges et la F.G.D.S. de son côté gagna également plus de 500 000 suffrages sur la droite gaulliste ou centriste.

Ces succès raffermirent les rapports d'unité d'action entre communistes et fédérés.

L'accord du 24 février, une nouvelle étape

Au terme de nouvelles discussions entre les directions du Parti communiste et de la Fédération, il fut entendu qu'un groupe de travail commun mettrait au point un document dressant le bilan de leurs convergences comme de leurs divergences.

Le groupe de travail remit ce projet de document aux deux partis à la fin de l'année dernière. Mis au point, il est devenu la plate-forme politique rendue publique le 24 février dernier.

Comme l'ont souligné les dirigeants de tous les partis démocratiques, ce document constitue un progrès très important par rapport à l'accord du 20 décembre 1966. Il démontre que les deux formations ne sont pas seulement d'accord pour remporter des succès électoraux, mais qu'elles veulent s'entendre sur une perspective politique, sur des solutions à proposer aux problèmes auxquels est confronté notre pays.

Le document démontre concrètement que sur de très nombreuses questions de politique intérieure et internationale, le P.C.F. et la Fédération ont des positions concordantes ou

très proches. Il ne cache pas, cependant, que des désaccords subsistent entre nous sur des questions importantes, en matière de politique étrangère notamment.

S'il ne constitue pas encore dans la pleine acceptation du terme, un programme commun de gouvernement, il représente une base solide à partir de laquelle on peut escompter de nouveaux progrès de l'unité.

Les ennemis de l'union des forces démocratiques, aussi bien les dirigeants gaullistes que les porte-parole du prétendu « centrisme », ne s'y sont pas trompés comme le prouve la campagne haineuse qu'ils ont déclenchée contre le nouvel accord du 24 février.

Le Premier ministre Pompidou a donné le ton en affirmant que les divergences admises par les deux formations de la gauche montrent qu'elles ne pourront jamais gouverner ensemble.

A notre point de vue, le fait d'admettre ouvertement qu'il subsiste des divergences sur certaines questions n'est pas un défaut mais un mérite, non un facteur de confusion mais une marque d'honnêteté politique. Trop souvent, en effet, dans le proche passé, les partis qui nouaient une alliance pour gouverner le pays mettaient leurs désaccords sous le boisseau, et comme ils éclataient à un moment ou à un autre, l'instabilité politique en découlait qui faisait le jeu de la pire réaction.

Communistes et Fédérés sont déjà d'accord sur un nombre suffisant de problèmes essentiels pour pouvoir faire progresser encore leur union. Et c'est au cours d'un travail commun qu'ils surmonteront sinon toutes les divergences qui subsistent entre eux, du moins les plus importantes d'entre elles. Si elles étaient d'accord sur tout, jusque dans les détails, rien ne s'opposerait alors à la fusion des deux formations politiques. Mais tel n'est pas l'objectif des uns comme des autres.

Notre Parti a dit clairement sa satisfaction de l'élaboration de la plate-forme commune sans dissimuler aucunement les obstacles qui, à nos yeux, restent à surmonter pour parvenir

à un véritable programme susceptible d'être réalisé demain par un gouvernement de gauche.

Ce texte, avons-nous dit, ne comprend pas toutes les dispositions qui figurent dans le programme du Parti communiste pour une démocratie véritable, mais il ne comprend cependant aucune mesure contraire à ce programme. En adoptant ce document, notre Parti n'a donc renoncé à aucune de ses positions essentielles, et chaque fois que cela a été nécessaire, il les a d'ailleurs rappelées dans le document.

Quelques « révolutionnaires de la phrase » aussi isolés qu'impuissants, affirment qu'aucune action commune n'est souhaitable tant que les dirigeants des partis de gauche non-communistes n'auront pas renoncé totalement à leurs positions « atlantiques » ou « supra-nationales ». Il est bien évident que pareille position irresponsable du « tout ou rien » est la négation même de l'unité d'action entre forces qui n'ont pas sur toutes les questions le même point de vue. L'adopter serait d'ailleurs le meilleur moyen de faire le jeu des forces les plus réactionnaires en France et à l'étranger en rejetant une partie de la gauche non-communiste dans les bras des soutiens inconditionnels de l'impérialisme américain du type de Leca-nuet.

Pour faire progresser encore les socialistes, les radicaux, l'ensemble des démocrates non-communistes vers des positions plus justes, plus conséquentes sur les questions de politique intérieure ou internationale, il faut resserrer les liens d'unité avec eux, les entraîner dans des actions concrètes contre les périls qui découlent de la politique d'agression de l'impérialisme.

D'ailleurs, pas plus sur ces problèmes que sur les autres, notre Parti ne renonce à défendre ses positions et à critiquer celles de ses partenaires, si elles lui paraissent erronées. Les dirigeants de la Fédération savent fort bien que si les communistes ne mettent pas comme condition à l'unité qu'on soit d'accord avec eux sur tous les points, ils n'admettent pas non plus que soient sacrifiées à l'unité des positions fondamentales touchant à la juste lutte des peuples contre l'impérialisme, à

l'indépendance nationale de notre pays et à la sauvegarde de la paix mondiale.

À nos yeux, les pas en avant qu'il faut encore accomplir pour consolider l'unité des forces de gauche sont fonction de l'action des masses populaires et de la capacité des communistes à les gagner aux solutions justes qu'ils défendent.

Ceci nous conduit à poser une autre question. Avec la Fédération de la gauche, nous entretenons des rapports d'alliés et nous tenons à les raffermir. Mais nous n'oublions pas que nous sommes, par un certain côté, aussi concurrents. Les dirigeants fédérés ne s'en cachent pas lorsqu'ils se donnent pour objectif d'élargir leur influence afin d'atteindre ou de dépasser celle de notre Parti.

Dans ces conditions, il est normal que le Parti communiste, comme la Fédération, cherche à renforcer ses positions politiques, son organisation.

Dans les conditions actuelles, nous pensons d'ailleurs que les deux formations peuvent développer ensemble leur influence en faisant reculer celle du gaullisme et de la réaction.

Ce phénomène, qui a été déjà enregistré lors des dernières élections législatives et d'élections partielles comme celle de Bastia, se développera plus largement encore demain si toute la gauche s'entend sur un programme commun pour le gouvernement démocratique de demain.

Consolider toujours plus l'influence et l'organisation du Parti communiste, parti de la classe ouvrière, c'est renforcer la cohésion et l'unité des forces démocratiques.

C'est pourquoi notre Comité central a insisté fortement sur la nécessité pour les communistes de populariser largement le programme du Parti et d'œuvrer d'arrache-pied à gagner de nouvelles couches à nos opinions.

L'action croissante des masses laborieuses pour les libertés démocratiques, les revendications économiques et sociales contre les agressions de l'impérialisme dont les peuples sont victimes, en premier lieu contre l'agression américaine au Vietnam, tel est le principal moyen de déjouer les manœuvres anti-unitaires, de fortifier l'union des forces de gauche, d'impo-

ser l'idée d'une véritable politique commune de la gauche afin de gouverner demain.

Ainsi, dix ans après le 13 mai, en dressant le bilan des luttes de notre peuple et des progrès de l'union de ses forces vives durant cette période, l'on peut affirmer que l'analyse de la situation à laquelle procéda alors notre Parti, les conclusions politiques qu'il en tira pour son orientation et son action furent essentiellement justes.

La situation politique et le rapport des forces ont radicalement changé depuis 1958.

Une large part des masses populaires qui avait été à l'époque abusée par le gaullisme s'est détournée de lui. L'audience de la politique de notre Parti, le rassemblement des forces démocratiques auquel il n'a cessé d'œuvrer ont fait des progrès considérables.

Ce serait cependant commettre une erreur grave de penser que le pouvoir personnel tombera de lui-même où qu'il s'est tellement usé et discrédité qu'il ne recèle plus de ressources pour durer encore.

Il ne faut pas perdre de vue sa nature de classe. Il reste le système souhaité, voulu, préparé de longue date par le grand capital français pour assumer les charges de sa politique en France et dans le monde. Et on ne saurait dire qu'à ce point de vue le pouvoir gaulliste n'ait pas exaucé ses souhaits !

La grande bourgeoisie souhaite qu'un tel régime se perpétue, au-delà de De Gaulle lui-même.

Aussi prend-elle depuis déjà quelques années des dispositions pour que d'une manière ou d'une autre le système réactionnaire actuel subsiste et poursuive son office au service de ses intérêts.

Ce qu'elle redoute, par-dessus tout, c'est une issue démocratique, un changement d'orientation politique qui mettrait en danger tout l'édifice du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays.

Aussi peut-on s'attendre à ce que le grand capital poursuive des efforts acharnés pour essayer de diviser la gauche, pour l'empêcher de devenir majoritaire dans le pays et de se saisir

démocratiquement du pouvoir au profit de la masse de notre peuple.

Nous pouvons nous attendre à bien des manœuvres et le cas échéant à des violences de sa part. De ce point de vue les leçons des complots qui aboutirent au 13 mai 1958 montrent que ses instigateurs et ses bénéficiaires sont prêts à tout. Ces leçons ne doivent pas être perdues de vue par la gauche.

Il reste que le cours politique en France est désormais caractérisé par un affaiblissement continu du régime de pouvoir personnel et un affermissement de l'union de l'opposition démocratique.

Si cette dernière écarte avec énergie toute tentative de la diviser à nouveau d'une façon ou d'une autre, si elle consolide son union en la cimentant solidement par un programme de gouvernement novateur et audacieux, conforme aux intérêts de la France et aux exigences de notre époque, l'avenir appartient à la démocratie.

Les conséquences néfastes du mauvais coup du 13 mai seront définitivement effacées. La voie d'une démocratie nouvelle, ayant un contenu politique et économique avancé, sera largement ouverte à notre pays.

Le Parti communiste français, pour sa part, comme il n'a cessé de le faire au cours de la dernière décennie, y consacrerait toutes ses forces.